



COMMISSION EUROPEENNE

COMMUNIQUE DE PRESSE

Bruxelles, le 23 juin 2014

Environnement: la Commission consulte les citoyens sur l'eau potable en Europe

La Commission européenne a lancé aujourd'hui une consultation publique sur la politique de l'UE en matière d'eau potable, afin de savoir dans quels domaines des améliorations pourraient être apportées. Cette consultation est une réponse concrète à [Right2Water](#), la première initiative citoyenne européenne couronnée de succès.

M. Janez Potočnik, commissaire chargé de l'environnement, a déclaré: *«L'approvisionnement de l'ensemble du territoire de l'UE en eau potable de bonne qualité constitue une réalisation majeure de la législation de l'UE. Mais il nous faut nous tourner vers les défis de demain et répondre aux préoccupations exprimées dans le cadre de cette initiative citoyenne européenne. À cette fin, il faut poursuivre le dialogue animé par les citoyens et rester à l'écoute des attentes des consommateurs et des autres parties prenantes en ce qui concerne la législation de l'UE sur l'eau potable.»*

M. Maroš Šefčovič, vice-président et commissaire chargé des relations interinstitutionnelles et de l'administration, qui était chargé de créer le cadre pour les initiatives citoyennes européennes, a déclaré: *«Lorsque la Commission a exposé la manière dont elle comptait donner suite à cette première initiative citoyenne européenne réussie, le processus ne faisait en réalité que commencer. Le moment est venu d'honorer nos engagements. C'est là une preuve supplémentaire qu'une initiative citoyenne européenne peut avoir une incidence réelle sur le processus décisionnel européen.»*

Cette consultation devrait nous permettre de mieux comprendre le point de vue des citoyens et des parties prenantes sur la nécessité de prendre des mesures pour progresser sur la voie d'un approvisionnement en eau potable de haute qualité et sur la nature de ces mesures. Les questions couvrent des domaines tels que le degré de qualité actuel de l'eau potable, les principales menaces qui pèsent sur elle, les besoins d'information des citoyens et les nouvelles mesures qui pourraient être prises au niveau de l'UE.

La consultation, qui est disponible [ici](#), est ouverte jusqu'au 15 septembre 2014. Les résultats alimenteront un processus de réflexion sur la question de savoir s'il y a lieu d'apporter des améliorations à la directive européenne sur l'eau potable.

En plus de la consultation, la Commission lancera bientôt un dialogue structuré avec les différentes parties intéressées, qui sera consacré à la transparence dans le secteur de l'eau. Il s'agit d'une autre mesure prise pour donner suite à l'initiative citoyenne européenne. De plus amples informations seront mises à disposition au moyen de <http://ec.europa.eu/citizens-initiative/public/initiatives/finalised/answered>.

Contexte

L'objectif de la [directive sur l'eau potable](#) est de protéger la santé des personnes des effets néfastes de la contamination des eaux destinées à la consommation humaine, en veillant à ce que l'eau potable soit salubre et propre. La qualité de l'eau potable dans l'UE est généralement bonne et le niveau de mise en œuvre de la directive est très élevé dans l'ensemble. Les États membres sont tenus de prendre des mesures pour veiller à ce que ces objectifs soient atteints; ces mesures doivent empêcher toute détérioration de la qualité de l'eau potable.

Lien vers la consultation publique:

http://ec.europa.eu/environment/consultations/water_drink_en.htm

Pour en savoir plus

Le rapport de synthèse de la Commission sur la qualité de l'eau potable dans l'Union européenne, dans lequel les rapports des États membres pour la période 2008-2010 sont examinés, contient des informations plus détaillées sur le niveau de mise en œuvre et les domaines qui nécessitent une attention particulière, tels que la qualité de l'eau potable dans les zones où les réserves sont faibles:

http://ec.europa.eu/environment/water/water-drink/reporting_en.html

Contacts:

Pour la presse:

[Joe Hennon](#) (+32 2 295 35 93)

[Andreja Skerl](#) (+32 2 295 14 45)

Pour le grand public: **Europe Direct** par téléphone, au **00 800 6 7 8 9 10 11**, ou par [courriel](#)